

## Le Burundi en chiffres : un pays pris au piège d'un cycle de précarité

Presenza - International Press Agency, 05.11.25 L'Afrique en chiffres, blessures et cicatrices : le Burundi, le «ur pauvre du continent » Les pauvres n'écrit pas l'histoire, ils la subissent. » Ryszard Kapuściński (Ebor) est un minuscule territoire au «ur de l'Afrique, enclavé entre le Rwanda au nord, la Tanzanie à l'est et au sud, et la République démocratique du Congo à l'ouest. Avec une superficie de seulement 27 000 kilomètres carrés, plus petite que la Belgique, il affiche une densité de population supérieure à 460 habitants par kilomètre carré, l'une des plus élevées du continent. Quelque 13,3 millions de personnes y vivent, selon les estimations des Nations Unies pour 2024, réparties en trois principaux groupes ethniques : les Hutus (85 %), les Tutsis (14 %) et les Twas (1 %), ces derniers ayant historiquement été marginalisés.

Le paysage burundais est une beauté trompeuse. Montagnes verdoyantes, vallées fertiles et le bleu miroir du lac Tanganyika donnent une impression d'abondance. Pourtant, la réalité est brutale. Le pays occupe la dernière place de l'Indice de développement humain, avec un PIB par habitant de seulement 240 dollars américains par an. L'espérance de vie y est inférieure à 62 ans et plus de 70 % de la population vit sous le seuil extrême de pauvreté. Moins de 15 % de ménages ont accès à l'électricité et plus de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique. Le Burundi est aussi une terre de sang. Colonisé par l'Allemagne et la Belgique, et transformé en laboratoire des divisions ethniques, il a subi deux guerres civiles qui ont fait plus de 300 000 morts. Son histoire récente est celle d'un pays qui lutte pour survivre dans un contexte de pauvreté structurelle, marqué par les cicatrices de la violence et l'indifférence du monde. Héritage colonial Le Burundi fut d'abord occupé par l'Allemagne entre 1890 et 1916, la Belgique jusqu'en 1962. Les puissances coloniales voyaient dans ce petit territoire montagneux une terre de plantations forcées. Elles y introduisirent le café et le thé en monocultures et, ce faisant, imposèrent un système économique qui façonne encore aujourd'hui la vie quotidienne. Ce qui avait commencé comme une imposition extérieure est devenu le fondement de l'économie nationale. Le café représente plus de 70 % des recettes d'exportation totales du Burundi en 2023, environ 180 000 tonnes de grains de café ont été produites, dont 90 % ont été exportées vers l'Europe. Belgique, l'Allemagne et la France ont toujours été les principaux acheteurs, et les entreprises liées à ces marchés dominent encore les chaînes d'approvisionnement. Les agriculteurs reçoivent environ 0,40 dollar américain par kilo, tandis que sur le marché international, le prix peut dépasser 4 dollars. La marge bénéficiaire est captée par les intermédiaires et les multinationales. Le thé suit une trajectoire similaire. La production se situe autour de 60 000 tonnes par an et contribue à hauteur d'environ 10 % aux recettes d'exportation. Les plantations de Kayanza, Ngozi et Gitega illustrent ce paradoxe : des agriculteurs travaillent avec des outils rudimentaires pour générer des devises étrangères qu'ils ne perçoivent jamais. Le secteur emploie directement plus de 300 000 familles qui vivent avec moins de 2 dollars par jour. Le colonialisme n'a pas seulement instauré des monocultures. Il a aussi semé de profondes divisions entre Hutus et Tutsis. L'administration belge, en délivrant des cartes d'identité ethniques à la population, a privilégié dans l'administration et l'éducation, marginalisant ainsi les Hutus. Cette manipulation a creusé un fossé qui, des décennies plus tard, a dégénéré en guerres civiles faisant des centaines de milliers de morts. L'héritage colonial Burundi n'a pas été uniquement économique. Il s'est aussi traduit par la manipulation délibérée des sentiments. Pauvreté structurelle Le Burundi est un pays pris au piège d'un cycle de précarité dont il semble impossible de sortir. Son économie dépend de l'aide internationale et des prêts extérieurs dont plus de 40 % ne génèrent pas de développement. Le budget national atteint à peine 1,2 milliard de dollars américains par an, un montant insuffisant pour couvrir les besoins en santé, en éducation et en infrastructures de base dans un pays où la population croît de 3 % par an. La faim est la manifestation la plus brutale de cette pauvreté. Selon les estimations du Programme alimentaire mondial, plus de 1,8 million de Burundais souffrent d'insécurité alimentaire grave. 95 % des familles rurales consomment moins de deux repas par jour et leur alimentation se compose principalement de manioc, de maïs et de patates douces, pauvres en protéines. Ceci explique pourquoi le Burundi affiche l'un des taux de malnutrition infantile chronique les plus élevés au monde, avoisinant les 55 %. Le marché du travail est quasi inexistant en dehors de l'agriculture. Le taux de chômage des jeunes dépasse les 40 % et chaque année, plus de 300 000 jeunes arrivent sur le marché du travail, dans une économie incapable de les absorber. L'industrie représente à peine 12 % du PIB et se limite à la transformation du café, du thé et des produits de base. Le secteur minier, bien que prometteur, demeure balbutiant en raison du manque d'investissements et de la corruption. L'État appuie sur des impôts indirects qui pèsent de manière disproportionnée sur les populations les plus pauvres. Plus de 30 % des recettes proviennent des taxes sur la consommation, tandis que les grandes entreprises exportatrices bénéficient d'exonérations. Il en résulte une société où la majorité paie un tribut d'imposition bien plus élevé que l'élite. Au Burundi, la pauvreté n'est ni accidentelle ni une conséquence naturelle du fruit d'une structure économique conçue pour empêcher la richesse de profiter à la majorité. Ressources, blessures, cicatrices Le Burundi est un petit pays en superficie, mais riche en ressources. Le café demeure la pierre angulaire de son économie. Il représente environ 70 % des recettes d'exportation et emploie directement ou indirectement plus de 600 000 familles d'agriculteurs. En moyenne, le pays produit entre 150 000 et 180 000 tonnes de grains de café par an, dont la quasi-totalité de la récolte est exportée vers l'Europe. Cependant, les prix sont inéquitablement bas. Les agriculteurs reçoivent environ 0,40 dollar américain par kilo, tandis qu'une tasse de café brassée à Bruxelles ou à Paris se vend de 3 dollars. La chaîne de valeur reste cantonnée à des marchés lointains, et non entre les mains de ceux qui cultivent les récoltes. Le thé arrive en deuxième position, avec environ 60 000 tonnes par an, générant près de 10 % des recettes d'exportation. Le coton, le sucre, le maïs et le manioc sont également cultivés et destinés à la consommation intérieure, sans toutefois garantir la sécurité alimentaire. Le paradoxe est flagrant : le Burundi exporte un café et un thé de qualité mondiale, et pourtant des millions de Burundais souffrent de la faim. Violence et exil Le Burundi porte le poids de deux guerres civiles qui ont marqué des générations. La première, en 1972, a fait plus de 100 000 morts en quelques mois seulement. La seconde, qui a duré de 1993 à 2005, a coûté la vie à près de 300 000 personnes, sans

compter les millions de déplacés. Les plaies de ces massacres restent vives. Des familles entières ont été effacées des registres, des villages entiers réduits au silence. La violence n'était pas seulement politique ; elle était aussi ethnique alimentée par des décennies de manipulation coloniale qui ont dressé les Hutus contre les Tutsis. La fin de la guerre en 2005 a instauré un accord de paix promettant la réconciliation. Cependant, les tensions n'ont jamais complètement disparu. Le président actuel, Évariste Ndayishimiye, au pouvoir depuis 2020, a maintenu une stabilité fragile. Son gouvernement évite les flambées de violence généralisées, mais exerce en contrepartie une pression sive sur l'opposition. Les organisations de défense des droits humains dénoncent les arrestations arbitraires, la censure et la persécution des journalistes. La paix au Burundi est relative, un calme précaire qui repose sur la pression politique. L'exil est devenu une composante essentielle de la vie burundaise. Aujourd'hui, plus de 300 000 personnes vivent comme réfugiés dans les pays voisins. La Tanzanie en accueille plus de 200 000, le Rwanda quelque 80 000 et la République démocratique du Congo des dizaines de milliers. Les camps se sont transformés en villes de fortune où les enfants grandissent sans jamais avoir foulé le sol de la terre natale de leurs parents. Le pays est pris au piège entre le souvenir de l'horreur et la nécessité de survivre au présent. La violence a laissé des cicatrices visibles sur chaque face. L'exil a fragmenté les communautés et séparé les générations. Le Burundi est un pays où l'histoire ne s'arrête pas à la paix sicut avec une encre fragile et où des milliers de personnes attendent encore le jour de leur retour au pays. Avenir et défis L'avenir du Burundi est marqué par des paradoxes. Ce petit pays connaît une croissance démographique rapide. Au cours des vingt dernières années, le nombre d'habitants a presque doublé, passant de 7 millions à plus de 13 millions en 2024, et devrait atteindre 20 millions d'ici 2045. Cette pression démographique, conjuguée à la rareté des ressources productives et à la limitation des terres arables, engendre des tensions sociales ressenties dans toutes les communautés rurales. Le changement climatique frappe durement. Des sécheresses prolongées, suivies de pluies torrentielles, détruisent les récoltes dans un pays où 90 % de la population dépend de l'agriculture. Les Nations Unies avertissent que, sans politiques d'adaptation, plus de 2 millions de Burundais seront confrontés à une grave insécurité alimentaire d'ici 2030. L'érosion des sols progresse à un rythme qui menace la production agricole et contraint des communautés entières à vivre dans des camps de fortune. L'éducation offre un parcours incertain. Si plus de 80 % des jeunes ont accès à l'enseignement primaire, moins de 30 % achèvent leurs études secondaires et à peine 5 % accèdent à l'enseignement supérieur. Sans formation technique, les jeunes restent prisonniers de la maigre économie de subsistance qui a réduit leurs grands-parents en esclavage. Le Burundi a besoin d'investissements dans les infrastructures, les énergies propres, la santé et l'éducation. Il doit également se libérer de la dépendance à l'aide étrangère. Le défi consiste à bâtir un modèle qui tire profit du café, du thé et des ressources minières, au lieu d'enrichir des intermédiaires étrangers. L'avenir est prometteur, mais si une autre voie n'est rapidement choisie, le Burundi restera le reflet le plus criant des souffrances de l'Afrique. Dépendance à l'égard de l'extérieur Comme mentionné précédemment, le Burundi dépend non seulement de sa propre production, mais aussi de l'aide qu'il reçoit. Plus de 40 % de son budget provient de l'aide internationale. En 2022, les transferts officiels ont atteint 576 millions de dollars américains, un montant supérieur aux recettes fiscales nationales et qui finance l'éducation de base, la santé et l'administration publique. Sans ce réseau de financement, l'état serait paralysé. Les principaux donateurs sont des organisations multilatérales et des puissances étrangères. La Banque mondiale, par le biais de l'Association internationale de développement (IDA), investit des centaines de millions de dollars dans des programmes d'infrastructures, d'agriculture et de santé. L'Union européenne figure parmi les principaux contributeurs, finançant des projets de gouvernance, d'éducation et de développement rural. Les agences des Nations Unies, notamment le PNUD [Programme de développement des Nations Unies], l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial, mènent des opérations continues qui atteignent même les villages les plus reculés. Parmi les donateurs bilatéraux, les États-Unis sont distingués, notamment grâce aux programmes de l'USAID qui couvrent l'aide humanitaire, le soutien aux réfugiés et la lutte contre les maladies. Des pays européens comme l'Allemagne, la Belgique et la France jouent également un rôle, leurs liens historiques avec le Burundi assurant un flux constant d'aide et de coopération. Cette dépendance a un coût. Chaque réforme structurelle est négociée dans les ministères étrangers, et les budgets sociaux fluctuent au gré des priorités des donateurs. En 2015, suite à la crise politique déclenchée par la défection de Pierre Nkurunziza, plusieurs donateurs ont temporairement suspendu leur aide, et l'état a connu un effondrement. Le Burundi vit avec la conviction que sa stabilité repose non seulement sur sa propre production, mais aussi sur la bonne volonté des acteurs internationaux. Sa souveraineté est conditionnée par une aide qui finance les salaires, les vaccins et l'alimentation. Voir l'avenir Le Burundi n'est pas condamné à une pauvreté perpétuelle. Le pays peut s'affranchir de la dépendance en bâtissant son propre projet, soutenu par sa population et ses ressources, avec la solidarité internationale qui n'exige rien en retour. Il s'agit d'ouvrir un horizon pour 2035 et 2050 où les statistiques témoignent non pas de la misère, mais de la dignité. 1. Éducation Construire des écoles dans chaque village et garantir que tous les enfants achèvent l'école primaire. Étendre l'enseignement secondaire afin qu'il touche au moins 70 % des jeunes d'ici 2035. Créer des centres publics régionaux formant des médecins, des ingénieurs, des enseignants et des techniciens, avec des programmes répondant aux besoins réels du pays. 2. Santé Développer le réseau hospitalier. Aujourd'hui, le Burundi compte moins de cinq lits d'hôpital pour 10 000 habitants. Il est nécessaire de tripler ce nombre en dix ans et de former au moins 10 000 nouveaux professionnels de santé d'ici 2035. Garantir l'accès à l'eau potable dans toutes les communautés, une priorité de santé publique. 3. Ressources naturelles Développer les filières nationales du café et du thé. Il ne s'agit pas seulement d'exporter des grains, mais aussi de produire du café torréfié, du thé transformé et d'autres produits à valeur ajoutée. Il convient d'initier une exploitation responsable du nickel, de l'or et de l'étain par le biais de coentreprises où l'état burundais obtient une participation majoritaire, afin d'empêcher toute exploitation étrangère. 4. Énergie le lac Tanganyika et les rivières pour produire de l'énergie hydroélectrique. Déployer des panneaux solaires en milieu rural afin de réduire la dépendance aux générateurs diesel. Atteindre une couverture électrique de 50 % d'ici 2035 et 80 % d'ici 2050. 5. Jeunesse et emploi Créer des programmes nationaux d'emploi rural et urbain qui transforment le

dynamisme de la jeunesse en un moteur de productivité. Soutenir les coopératives agricoles, les petites industries et les entreprises locales afin de garantir le maintien de l'emploi au Burundi. Cette vision n'est pas un rêve inaccessible. Grâce à des politiques fermes, une coopération équitable et la force de ses communautés, le Burundi peut transformer la pauvreté en un mauvais souvenir et l'espoir en un avenir. Le coût de l'avenir La voie de l'espoir ne saurait se limiter à un discours ou aux bonnes intentions. Pour que le Burundi s'affranchisse de la dépendance, il doit transformer ses aspirations en projets chiffrés. Il agit d'une planification à grande échelle, avec des horizons de 10, 20 et 30 ans, chaque dollar investi contribue à la souveraineté nationale et non à l'endettement. Les chiffres peuvent paraître impressionnants, mais ils démontrent qu'un avenir meilleur est possible si l'on comprend qu'il faut investir au Burundi, investir dans la dignité et la stabilité de toute la région.

Éducation : La construction de 2 000 écoles primaires rurales et de 200 écoles secondaires coûterait environ 1 milliard de dollars américains sur 10 ans. Chaque nouvelle université publique coûterait environ 150 millions de dollars américains. Santé : La création de 50 hôpitaux régionaux de complexité moyenne et de 500 centres de soins de santé primaires nécessiterait au moins 2 milliards de dollars américains d'ici 2035. Ressources naturelles : La mise en place d'usines de transformation du café et du thé nécessiterait environ 300 millions de dollars américains d'équipement industriel et en logistique. L'exploitation responsable du nickel pourrait attirer plus de 1,5 milliard de dollars américains d'investissements si l'état en conserve le contrôle. L'énergie : L'exploitation de 1 000 MW d'énergie hydroélectrique et solaire d'ici 2035 coûterait environ 3,5 milliards de dollars américains. Jeunesse et emploi : Un programme national d'emploi et de formation pour un million de jeunes sur 10 ans coûterait environ 800 millions de dollars américains. Total estimé d'ici 2035 : 9 milliards de dollars américains.

Projection à l'horizon 2050, avec un doublement de la couverture et une expansion : 18 milliards de dollars américains. Ces chiffres sont réalistes. Le Burundi a besoin d'investissements publics, privés et d'une coopération internationale respectueuse de sa souveraineté. Si la communauté internationale soutient le Burundi sans rien attendre en retour, et si le Burundi a confiance en la force de son peuple, le pays pourra, d'ici 2035, cesser d'être un symbole de pauvreté et devenir un exemple de dignité africaine. Le Burundi est bien plus qu'un pays sur une carte. C'est une terre où le vent des montagnes se mêle à la tristesse des villages. Où le lac Tanganyika reflète la beauté de l'Afrique et, en même temps, le poids de son abandon. C'est un petit territoire qui porte en lui l'écho des guerres civiles, le sang versé sur les collines, l'exil de milliers de personnes qui rêvent encore de rentrer chez elles. Mais c'est aussi un pays d'enfants qui marchent des heures pour aller à l'école, de paysans qui travaillent la terre de leurs mains calleuses, de femmes qui font vivre des familles entières à la sueur de leur front. Le Burundi, c'est la pauvreté dans les statistiques, certes, mais c'est aussi la dignité dans la résistance. L'avenir n'est pas écrit. [Le Burundi] peut rester la cicatrice la plus profonde du continent ou devenir un exemple, prouvant que même les pays les plus dévastés peuvent renaître. Pour y parvenir, il lui faut bien plus que de vaines promesses d'aide. Il lui faut justice, des investissements équitables, la confiance en sa jeunesse et une coopération internationale qui ne perpétue pas un colonialisme déguisé en solidarité. Le Burundi est un cri silencieux. Il crie contre l'indifférence du monde, contre des siècles de pillage, contre sa condamnation à la misère. Mais il crie aussi pour la vie, pour l'espoir, pour un avenir différent. Si, d'ici 2035 et 2050, ce pays parvient à prendre en main ses ressources et son destin, le monde devra reconnaître que même au cœur de la plus profonde blessure, la dignité peut renaître.

Kapuscinski disait que pour comprendre l'Afrique, il fallait écouter ses silences! Mauricio Herrera Kah Santiago du Chili - 05.11.25

Bibliographie Banque Mondiale, Burundi Overview (2024) Banque Mondiale, International Development Association "Burundi Country Program (2023) Nations Unies, Human Development Report 2023/24 (PNUD, "Indice de Desarrollo Humano) UNICEF, Burundi Country Programme Document (2023) Programme alimentaire mondial (WFP), Burundi "Country Brief (2023) FAO, Burundi "Agricultural Sector Overview (2022) FMI, World Economic Outlook Database (2024) International Tin Association, Global Resources & Reserves Update (2020) FPRI, Rare Earths and Global Rivalries: Burundi and the Reconfiguration of Strategic Supply Chains (2025) UNHCR, Burundi Refugee Situation (2024) European Union, EU Cooperation with Burundi (2023) USAID, Burundi Country Development Cooperation Strategy (2023) Traduction, Evelyn Tischer